

**CENTRE COMMUNAL D'ACTION
SOCIALE DE LA VILLE D'AGDE
SERVICE ADMINISTRATION GENERALE**

**Marché n° FOUR-02-18
« Evolution du logiciel de traitement
de la demande sociale »**

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

**Date limite de réception des offres :
Vendredi 28 septembre 2018 à 17h00**

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHE

Le présent marché a pour objet la fourniture d'une solution informatique complète déjà existante, le déploiement de cette solution ainsi que la formation, l'assistance et la maintenance nécessaires à son exploitation.

Le CCAS de la Ville d'Agde a besoin de disposer d'un logiciel de gestion du parcours de l'utilisateur au sein de ses services à vocation sociale, dans un contexte de mutualisation des prestations informatiques avec la Ville, dans une démarche intégrée à la Convention territoriale globale signée avec la Caisse d'allocations familiales et en cours de renouvellement.

Ce logiciel doit être avant tout un outil facilitant la mise en cohérence des interventions et améliorant la qualité du service rendu aux usagers.

Le C.C.A.S. de la Ville d'Agde est doté depuis 2012 du logiciel Implicit (Malleo), dont le contrat vient à échéance le 31 décembre 2018. Le CCAS souhaite, dans ce contexte évolutif et dans le cadre des objectifs définis, lancer une nouvelle consultation pour l'acquisition d'un logiciel de traitement des demandes sociales

ARTICLE 2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 - Etendue de la consultation

Marché avec procédure adaptée passé en application :

De l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics

Du décret du 25 mars 2016 n°2016-360 relatif aux marchés publics

Ils sont complétés par un arrêté publié au JO du 31 mars 2016, et une série d'avis publiés au JO du 27 mars 2016 :

- ☐ L'arrêté du 29 mars 2016 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics
- ☐ Avis relatif aux seuils de procédure et à la liste des autorités publiques centrales en droit de la commande publique
- ☐ Avis relatif à la liste des activités qui sont des travaux en droit de la commande publique
- ☐ Avis relatif aux contrats de la commande publique ayant pour objet des services sociaux et autres services spécifiques
- ☐ Avis relatif à la liste des dispositions internationales en matière de droit environnemental, social et du travail permettant de rejeter une offre comme anormalement basse en matière de marchés publics
- ☐ Avis relatif à la nature et au contenu des spécifications techniques dans les marchés publics

2.2 – Tranches, Lots

Ce marché ne comporte qu'un seul lot.

Le marché sera conclu avec un prestataire unique ou un groupement conjoint de prestataires.

Un même candidat n'a pas le droit de soumissionner plusieurs fois, à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements.

2.3 - Compléments à apporter au CCTP

Sans objet.

2.4 – Variantes et options

Sans objet.

2.5 – Durée du marché

La **durée** du marché sera comprise à l'intérieur des deux dates suivantes.

Début du marché : le 1er janvier 2019 après notification de l'attribution du marché par la collectivité.

Terme du marché : 31 décembre 2022.

2.6 - Modification de détail au dossier de consultation

Sans objet.

2.7 - Délai de validité des offres

Les candidats sont liés par les offres qu'ils ont déposées jusqu'à l'expiration de leur délai de validité (il en est de même pour les variantes). Ils ne peuvent donc ni les retirer ni leur en substituer de nouvelles pendant ce délai.

Le délai de validité des offres est fixé, pour la présente consultation, à **140 (cent quarante) jours**.

La date de départ du délai de validité des offres est la date limite de réception des plis telle que fixée au présent règlement.

2.8 - Langue dans laquelle les documents doivent être rédigés

Tous les documents du marché constituant ou accompagnant l'offre doivent être rédigés en langue française.

2.9 - Unité monétaire

Les candidats devront obligatoirement formuler leurs offres en Euros.

ARTICLE 3 – PIECES ET DOCUMENTS A PRODUIRE PAR LES CANDIDATS

Le dossier de consultation des entreprises est remis gratuitement aux entreprises qui en font la demande. Les candidats sont tenus d'en vérifier la composition, de réclamer les pièces éventuellement manquantes ou qui leur paraissent nécessaires à la compréhension du projet. Ils ne pourront pas ultérieurement, si leur offre est retenue, faire état de carences dans la composition du dossier pour réclamer des plus-values.

3-1 – Le dossier de candidature

Chaque candidat devra produire à l'appui de sa candidature :

- A – La lettre de candidature (imprimé DC1) à compléter.
- B – La déclaration du candidat (imprimé DC2) à compléter
- C – La déclaration sur l'honneur dûment datée et signée par le candidat pour justifier, au 31 décembre 2017 :
 - ☐ qu'il a satisfait aux obligations fiscales et sociales
 - ☐ qu'il n'a pas fait l'objet d'une interdiction à concourir
 - ☐ qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L. 324-9, L. 324-10, L. 341-6, L. 125-1 et L. 125.3 du Code du Travail.
- D - Une attestation d'assurances en cours de validité.
- E – Si le candidat est en **redressement judiciaire**, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet et la justification de son habilitation à poursuivre son activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché.
- F – Les références du candidat en matière de prestations similaires exécutées au cours des 3 dernières années ;
- G – Les **moyens humains et matériels** (matériels et équipements techniques) dont dispose le candidat

Concernant le document du point C, l'attention des candidats est attirée sur le fait que, s'ils sont pressentis, au terme de la procédure, ils devront, pour être retenus, fournir obligatoirement, dans le délai imparti, les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents en matière d'impôts et de cotisations sociales.

Le candidat établi dans un état membre de l'union européenne autre que la France doit produire un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine.

Ces pièces seront complétées s'il y a lieu, datées et signées par eux avec le cachet de l'entreprise et le **nom lisible** du signataire et sa qualité et **retournées obligatoirement avant la date limite de réception des offres indiquée dans le règlement de la consultation**. Dans le cas où la personne qui signe le marché pour le compte de l'entreprise candidate ne serait pas le dirigeant ou tout autre représentant de l'entreprise juridiquement habilitée à l'engager, elle devra joindre à l'acte d'engagement la preuve de sa capacité à signer les pièces du marché par la production d'une délégation de pouvoirs établie par la personne juridiquement habilitée à engager l'entreprise. En cas d'absence de ce pouvoir ou d'une délégation qui ne serait pas en bonne et due forme, l'offre de l'entreprise sera rejetée sans être examinée.

NOTA : Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur à l'attributaire pour remettre les documents demandés sera indiqué dans le courrier qui sera envoyé au candidat attributaire : ce délai ne pourra être supérieur à 10 jours. Dans l'hypothèse où la proposition est formulée par un groupement conjoint, chaque membre du groupement devra envoyer à l'appui de cette proposition tous les documents indiqués ci-dessus.

Le présent Règlement de la Consultation est donné à titre d'information et n'a pas à être retourné.

3-2 – L'offre

Chaque candidat devra produire a l'appui de son offre :

H – **L'acte d'engagement** dûment complété et signé et, le cas échéant, autant d'annexe que de sous-traitants envisagés au stade de la soumission ou de l'offre (les textes législatifs (**l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ainsi que le décret du 25 mars 2016 n°2016-360 relatif aux marchés publics**) stipulent que **l'acte d'engagement peut être signé après examen des dossiers de candidature et qu'il devra l'être en tout état de cause par le candidat retenu par la CAO**) ;

I – **Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P)** dûment signé ;

J – **Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P)** dûment signé ;

K – **Un mémoire technique** des dispositions que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution de la prestation.

Ce document comprendra notamment :

- Les moyens humains et matériels spécifiques mis en œuvre pour le marché considéré,

L - Le Cadre de Décomposition du Prix Global & Forfaitaire (CDPGF)

ARTICLE 4 – TRANSMISSION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Chaque entreprise désirant soumissionner devra établir un dossier adressée par pli recommandé ou remise contre réception d'un récépissé de dépôt à :

**Monsieur le Président
Centre Communal d'Action Sociale de la Ville d'Agde
Administration Générale
Espace Mirabel – 2^{ème} Etage – M. CORNEO
34300 AGDE**

L'enveloppe portera obligatoirement et extérieurement, en plus de l'adresse, la mention :

- **« Marché n° FOUR 02-18 - Procédure adaptée : « Evolution du logiciel de traitement de la demande sociale » – NE PAS OUVRIR »**

Il est précisé que les dossiers peuvent être remis au pouvoir adjudicateur (CCAS d'Agde) par voie électronique via le site dématérialisé du Midi Libre rubrique annonces légales

Rappel : La date limite de réception du dossier est fixée au vendredi 28 septembre 2018 A 17 H 00

Les plis qui parviendront au-delà de ce délai, qui ne seront pas cachetés ou qui ne seront pas suffisamment affranchis seront rejetés.

ARTICLE 5 – CRITERES DE SELECTION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les candidatures qui ne seront pas accompagnées des **pièces** réclamées à l'article 3-1 ou qui ne présenteront pas des **garanties techniques et financières** suffisantes ne seront pas admises.

Les offres non conformes à l'objet du marché seront éliminées.

L'offre économiquement la plus avantageuse sera appréciée en fonction des critères de choix tels que définis et hiérarchisés (classés par ordre décroissant d'importance) ci-dessous :

1° - La valeur technique de l'offre au regard notamment de la qualité des prestations proposées et de la complétude de la solution proposée au regard des spécifications formulées dans le CCTP : 60%

2° - Prix : 40%

Les offres sont classées par ordre décroissant. L'offre la mieux classée est retenue.

ARTICLE 6 – DEROULEMENT DE LA PROCEDURE

S'agissant d'une **procédure adaptée**, le Pouvoir Adjudicateur pourra décider de négocier avec des candidats, dans le respect des principes de la commande publique.

Des précisions pourront être demandées aux candidats soit lorsque l'offre n'est pas suffisamment claire et doit être précisée ou sa teneur complétée, soit lorsque l'offre paraît anormalement basse ou

Règlement de consultation MAPA- FOUR-02-18 « **Evolution du logiciel de traitement de la demande sociale** »

encore dans le cas de discordance entre le montant de l'offre, d'une part, et les éléments ayant contribué à sa détermination, d'autre part (décomposition de prix forfaitaire, etc.).

Chaque candidat pourra être amené, après remise des offres et ouverture des plis, avant le jugement définitif des offres, à démontrer la faisabilité du projet décrit dans son offre.

ARTICLE 7 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir, au plus tard 5 (cinq) jours avant la date limite de remise des offres, une demande écrite à :

Renseignements administratifs :

C.C.A.S d'Agde – Direction Administration Générale – M. Olivier CORNEO
Espace Mirabel – CS 20007 – 34306 AGDE CEDEX
Tel : 04.67.94.72.37 - Fax : 04.67.94.60.69
Mail : olivier.corneo@ccas-agde.fr

Renseignements techniques :

Direction de l'Autonomie du C.C.A.S d'Agde – Mme Valérie SAHUC
Espace Mirabel – CS 20007 – 34306 AGDE CEDEX
Tél : 04.67.94.60.60 valérie.sahuc@ccas-agde.fr

RAPPEL : Il est rappelé aux concurrents que toute coalition, toute entente illicite, toute manœuvre ayant pour but ou pour effet de porter atteinte à la liberté et à la sincérité des enchères fera l'objet d'une poursuite conformément à l'article 412 du Code Pénal, sans préjudice de l'exclusion des délinquants de tout appel d'offres à venir.